

Evaluation de la performance des politiques macro-économiques de l'Algérie à travers le carré magique de Kaldor

Hadjene Omar Maître de conférence
à l'Université M'hamed Bouguerra de Boumerdes.

المخلص:

بعد الدراسة المسحية لمختلف السياسات الاقتصادية التي شهد تطبيقها اقتصادنا الوطني، سنعمل من خلال هذه الورقة البحثية على تقييم أداء هذه السياسات باستخدام المربع السحري الكينزي لـ Kaldor؛ والذي بالرغم من كونه مستقى من توجه كينزي لا يتوافق مع نظام اقتصادي ينهل من فكر اشتراكي في عشرينيات السبعينات والثمانينات، وخصائص الاقتصاديات الانتقالية في العشرينات اللاحقة، بيد أنه يزودنا بقراءة شاملة للوضع الاقتصادي والاجتماعي من جهة، ويساعدنا على تقييم أداء هذه السياسات باستخدام جملة من المؤشرات الكلية يتضمنها كل ركن من أركان المربع الأربعة.

Résumé :

Après une présentation des principaux développements qui ont émaillés notre économie nationale, de part les politiques économiques appliquées, nous avons, à travers cet article, essentiellement évaluer la performance de ces différentes politiques en utilisant une méthode keynésienne, à travers le carré magique de Kaldor qui bien que d'inspiration libérale et ne s'accordant pas avec une politique macro-économique inspirée de la pensée socialiste, nous permet une facilité, d'une part, dans la lecture globale de la situation économique, et de l'autre, dans l'évaluation de la performance des politiques macro-économiques dans le cadre d'un ensemble d'indicateurs représentés par chacun des pôles du carré.

Introduction:

Les politiques économiques sont destinées, entre autres, à la stabilité des indicateurs macro-économiques. Ces derniers sont représentés par chacun des pôles du carré que le keynésien Nicolas Kaldor a appelé "Carré magique", et dont les pouvoirs publics, à travers les politiques financières et monétaires, cherchent à en réaliser la stabilité qui se traduirait par une recherche de la forme la plus régulière possible du carré. A mesure que l'Etat n'arrive pas à stabiliser un de ses pôles, une distorsion dans la forme du carré magique apparaît. Cependant, il ya lieu de noter qu'un carré magique parfait est une situation économique idéale qu'il est difficile, sinon impossible, d'atteindre, et que le but des politiques économiques est d'essayer de s'en approcher le plus possible selon les objectifs économiques qu'ils se seraient fixés auparavant.

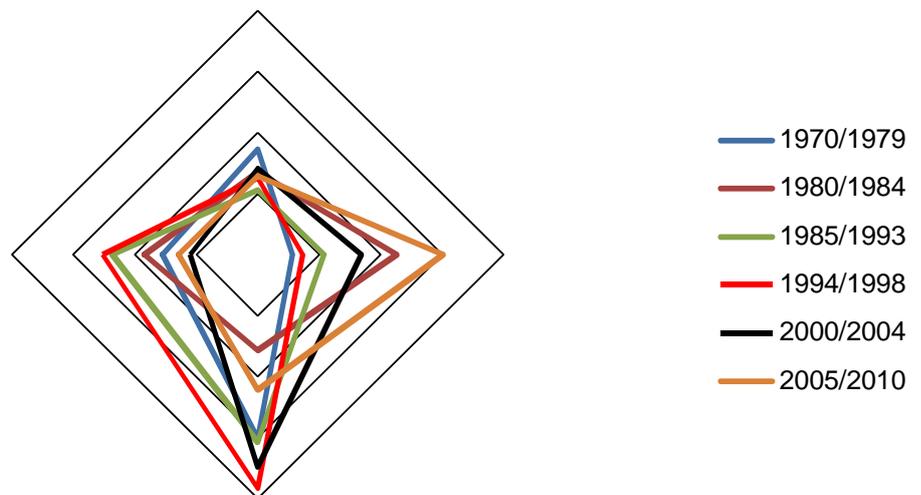
Néanmoins, l'économie algérienne a connu, à l'instar des économies postcoloniales, moult difficultés dans le choix de l'approche économique idoine pour favoriser son développement économique et social. Toutefois, son choix fixé, elle s'est lancée dans une série de nationalisations qui a précédé l'application d'un certains nombres de plans de développement basés sur le principe de l'industrialisation par l'investissement public. Politique qui s'est poursuivie jusqu'à la moitié des années quatre vingt, où l'économie algérienne a subi de plein fouet la crise pétrolière qui a conduit à une baisse des recettes budgétaires et plongé le pays dans le piège de l'endettement. Cette situation s'est poursuivie jusqu'en 1989 où le service de la dette absorbait plus des 2/3 de nos recettes d'exportation; nous obligeant, avec l'échec des politiques d'autocorrection, à nous tourner vers les institutions financières internationales pour

le rééchelonnement de notre dette par l'adoption d'un programme d'ajustement structurel à moyen terme.

A la fin du programme d'ajustement structurel en 1998, et grâce à l'amélioration de la situation financière et au rétablissement des principaux équilibres économique et financier; à leur tête les équilibres extérieurs, et grâce au raffermissement des prix du pétrole avoisinant les 50\$ le baril en 2005; a été lancé l'application des programmes de relance économique afin de créer de la croissance économique à même d'absorber un chômage croissant, principalement parmi les jeunes, en plus de faire un certains nombres de politiques visant à lever l'isolement de l'Algérie au niveau international à travers l'accord de partenariat avec l'Union européenne et la reprise des négociations d'adhésion à l'OMC. Ces programmes ont commencé avec un quadriennal (2001-2004), appelé programme de relance économique (PRE), qui s'est poursuivi avec deux quinquennats pour le soutien de la relance (PSRE), pour l'un, et pour le soutien de la croissance (PCSC), pour l'autre, et qui est à ce jour, en cours d'exécution.

Après cette brève présentation des principaux développements qui ont émaillés notre économie nationale, nous allons, à travers cet article essentiellement évaluer la performance de ces politiques économiques en termes de leurs capacités à créer un environnement macro-économique favorable en Algérie, en essayant de répondre à la question de savoir **"est ce que les politiques économiques publiques ont réussi à réaliser les objectifs d'un ensemble d'indicateurs macro-économiques exprimés par chacun des pôles du carré magique.**

les résultats des politiques macro-économiques de l'Algérie (1970-2010)



Source : élaboré par l'auteur sur la base des statistiques de l'ONS.

Etant donné cet objectif, il nous est tout d'abord apparu nécessaire d'insister qu'au regard des mécanismes de la stratégie utilisée durant les trois décades postcoloniales, nous remarquons qu'ils sont en contradiction avec ceux de l'économie de marché, ce qui nous pousse à être vigilant quant à l'utilisation d'un outils d'analyse keynésien pour une politique macro-économique inspirée de la pensée socialiste où l'Etat est omniprésent et où le secteur privé n'a pas droit de citer dans le cadre de ses stratégies de développement. En effet, tel que nous le savons, le carré magique de Kaldor est un outil d'analyse keynésien qui, en principe ne s'accorde pas avec la politique économique utilisée durant la période sus -citée. toutefois, notre penchant pour l'utilisation de cette méthode d'analyse est due à la facilité qu'elle nous permet d'avoir,

d'un côté, dans la lecture globale de la situation économique, et, de l'autre, dans l'évaluation de la performance de la politique macro-économique tels que nous le montre le graphe qui précède.

I l'évaluation de la politique économique sur la période 1970-1985

Au regard des deux carrés magiques (1970-1979 et 1980-1984), nous remarquons, concernant la première période, que les politiques publiques économiques appliquées ont réussi dans la réalisation de la stabilité macro-économique interne au détriment de l'équilibre externe avec des soldes négatifs de la balance des paiements sauf pour 1979, d'où sa forme triangulaire. Durant la période du développement décentralisée, avec une forme quasi régulière, on note une décélération du rythme de la croissance qui atteint 3% [18] en 1981 alors qu'il était à 7,33% en moyenne durant la période du développement centralisé, en plus du taux de chômage qui a atteint les 14,7% et qui pourrait s'expliquer par la mauvaise performance de l'appareil de production, moteur de la croissance de l'époque, et la baisse de la rentabilité du secteur agricole. Avec la hausse de la demande due à l'accroissement de la population, nous nous sommes retrouvés face à une croissance en baisse, un chômage en hausse et des taux d'inflation élevés.

Toutefois, pour la première période considérée, on note de bons résultats économiques, notamment entre autres, concernant l'objectif de la croissance économique durant cette période [3 ; p13]; ce qui pourraient s'expliquer par:

- Une croissance rapide du PIB réel avec 7,33% en moyenne durant la période du développement centralisé et 3,5% en moyenne durant la période du développement décentralisé *;

- Une multiplication par cinq du taux d'emploi dans le secteur industriel sur la période 1966-1979 [12 ; p132] provoquant une baisse du taux de chômage qui est passé de 32,7% à 11,1% sur cette période, avant qu'il ne remonte un peu à 13,33% en moyenne durant la période du développement décentralisé en raison de l'incapacité du secteur productif à absorber la demande d'emploi, et de l'orientation des investissements de cette période vers les secteurs non directement productifs (services, éducation et infrastructures sociales) surtout si l'on y ajoute les taux d'accroissement démographique appréciable qu'a connue cette période;

- Une augmentation de la part du secteur public passant de 34,07% en 1969 à 65,42% en 1978, avant d'atteindre les 78,84% en 1983. Parallèlement, la part du secteur privé est passée de 45% en 1964 à 5,04% en 1978. Même si celui-ci conserve le 1/3 du PIB, il n'attire en revanche que 5% de l'investissement global, en plus de son confinement dans le secteur agricole et de sa quasi-absence du secteur des hydrocarbures. De ce fait, on remarque que les taux de croissance réalisés sont principalement le fait du secteur public grâce à une politique de croissance par l'investissement dans le secteur industriel principalement.

- La consommation des ménages à prix courant, dans le cadre des prix administrés, s'est accrue de 4 fois entre 1969 et 1978, et en conséquence la part des importations de produits alimentaires est passée de 11% en 1970 à 19% durant la période 1980-1984 [1 ; p249]. D'où une amélioration significative de la

* Réalisé par l'auteur sur la base des statistiques de la croissance économique du ministère des finances sur la période 1980-2002.

consommation réelle par tête d'habitant en dépit d'un taux d'accroissement démographique élevé de 3,46% en moyenne [17 ; p89].

L'augmentation du rythme de la consommation avec une augmentation considérable des taux d'accroissement démographique s'est accompagnée d'une augmentation significative de la demande, et en l'absence de l'élasticité de l'offre, s'est imposé le recours aux importations financées par des prêts étrangers. Mais, avec le recul des prix du baril de pétrole enregistré depuis 1982, la dette extérieure est passée de 6 milliards \$ en 1974 à 26 milliards \$ en 1979 aux quels s'ajoute les 14 milliards \$ de service de la dette de la même année [25 ; p120] et qui ont atteints les 17,1 milliards \$ en 1986 [4]. Ce qui signifie que les termes et les types de prêts ne sont pas adaptés à l'économie nationale.

- L'investissement global à prix courant a augmenté de 15 fois de 1968 à 1979 [4] et a représenté, dans certains cas, plus de 50% du PIB, le taux d'investissement moyen, durant la même période, a été de 45,71% ce qui est supérieur à celui des pays à revenu moyen, où il se situe autour de 26%, le secteur industriel s'appropriant la plus grande part. Avec l'apparition des problèmes dans la gestion des entreprises publiques et la faiblesse de leurs performances, sont arrivés les restructurations organiques et financières qui ont conduits à une déstructuration des entreprises leurs faisant perdre, de ce fait, leur capacité à redistribuer les risques parmi les nombreuses activités ou filiales pour compenser leurs pertes éventuelles, ainsi que la perte de la capacité de négociation internationale, qui sont souvent en faveur des entreprises de grandes dimension.

Quant à la restructuration financière, en tant que mécanisme de redynamisation pour les entreprises qui souffrent de problèmes financiers, ces dernières, après restructuration, se sont retrouvés, à partir de la troisième année d'activité, c'est-à-dire au bout de 02 ans d'exonération d'impôts, obligés de payer l'équivalent de 80% de leurs chiffres d'affaires à titre de remboursement des prêts, les 20% restant servant à faire face aux charges d'exploitation;

- Sur le plan de la politique financière, nous constatons que toutes les dépenses courantes sont couvertes par la fiscalité ordinaire. Ce qui a permis de préserver la fiscalité pétrolière dont 30% ont servi au financement des investissements dans les infrastructures de base, et 70% comme crédits au profit des entreprises publiques pour le financement de leurs investissements [30 ; p50]. Ce qui justifiera l'apparition des déficits budgétaires dévoilés par la chute des prix du baril de pétrole quelques années après;

- Sur le plan de la politique commerciale, le degré d'ouverture économique* qui a atteint 38,4% en 1978 et la structure, aussi bien, des importations et des exportations nous montre bien la dépendance quasi-totale de l'Algérie avec l'extérieur durant les années soixante et soixante-dix., les hydrocarbures constituant la part prépondérante des exportations mettant en évidence le caractère rentier de l'économie algérienne. Parallèlement, la part des importations non concurrentielles**

* Le degré d'ouverture économique se calcule comme suit: $\delta t = \frac{(X_t + M_t)/2}{PIB_t}$.

** La part des importations de biens non produits localement par rapport aux importations globales.

a été de 82,71% en 1978. Aussi, l'extension à 12% l'an, des importations durant la période 1980-1984 a eu un impact négatif sur le compte net de la devise qui est passé de 10 milliards de \$ à 7,6 milliards de \$ entre 1979 et 1984 [28 ; p44];

- Sur le plan de la politique des prix, le fait que ceux-ci soient administrativement fixés et que l'environnement international soit favorable, avec des prix de pétrole élevés, a permis la compression des taux d'inflation qui ont été maintenus autour de 5,54%*** en moyenne sur la période 1970-1979, avant de remonter à 8,38% **** durant la période de la décentralisation en raison de l'incapacité des entreprises à répondre, en quantité et en qualité, à la demande interne.

Malgré les taux de croissance réalisés, les taux d'inflation compressés, la baisse des prix du pétrole, l'apparition d'indices d'un endettement difficile, la dépendance alimentaire, la forte dépendance de l'économie au secteur des hydrocarbures, des taux de chômage en croissance, des taux d'accroissement démographique élevé, l'absence quasi-totale du secteur privé dans le processus de développement, le volume de la demande en croissance, un front social exigeant etc..., tous ces résultats, avantages comme inconvénients, nous montrent les quelques erreurs et insuffisances dans le processus de développement et dont les résultats se répercuteront sur les décennies et les périodes de développement postérieures.

II l'évaluation de la politique économique sur la période 1985-1993.

Par l'observation de notre graphe, on note une déformation nette du carré magique de cette période qui nous donne, carrément, une forme de triangle. Cette distorsion, nous pouvons se l'expliquer par:

- Pour ce qui est de l'étirement vers le bas, en raison de la hausse des taux de chômage à 24,4% en 1993, celle-ci s'explique par; d'une part, le manque d'efficacité des entreprises publiques et la faible capacité d'absorption de main d'œuvre, celles-ci s'étant avérées non performantes malgré les programmes de restructurations organiques et financières dont elles ont bénéficiés précédemment; et d'autre part, les taux de croissance économique négatifs qui n'ont pas permis l'absorption de nouveaux emplois en plus du pléthore des personnels, hérités de la période des investissements industriels publics.. En effet, ceux-ci ont connu une tendance négative depuis 1986 et sur toute cette période de réforme pour atteindre - 18,34% en 1991 [26 ; p72] en raison de l'abondant de l'Etat de sa politique d'investissement et d'emploi après les déficits enregistrés dans la balance de paiements et le recul des réserves de change passant de 2,67 mois d'importation à 0,81 mois entre 1985 et 1990 [4]. L'année 1986 peut, donc, être considérée comme une date rupture dans la tendance du marché du travail;

- Pour ce qui est de son étirement vers la gauche; en raison de la hausse des taux d'inflation aux environs de 30% à fin 1992. Cette situation, nous la considérons naturelle après la politique de compression qu'a connue cet indicateur durant la période précédente avec les prix administrés. Ainsi, avec le début de la

*** Etabli par l'auteur sur la base des données de l'ONS.

**** Ibid.

libéralisation partielle des prix à partir de 1988 et les dévaluations successives du dinar, cet indicateur est passé en quatre années de 5,9% en 1988 à 31,7% en 1992.

Cette situation s'explique aussi, d'une part, par la faiblesse de l'offre, en raison du recul des taux de croissance et de l'augmentation naturelle du volume de la demande qui ne peut plus être absorbé par les importations ; en effet, les réserves de change ne couvraient plus qu'un mois d'importation en 1990, et elles ne dépassaient pas les deux mois en 1993 [4]. D'autre part, avec la détérioration du pouvoir d'achat et l'abandon par l'Etat du soutien de plusieurs produits de consommation, celui-ci a été contraint d'augmenter le SNMG à 4000DA [15] et à offrir des aides sociales aux familles démunies. Ces dépenses ont constitué de nouvelles charges pour le budget de l'Etat, qui n'ont pas été acceptées par le FMI qui a refusé, en conséquence, l'octroi de la quatrième tranche de son accord avec l'Algérie.

- Pour ce qui est de son attraction du haut vers le centre, en raison du recul des taux de croissance avec des taux négatifs sur cette période. Ceux-ci, sont principalement dus au secteur industriel public qui, à son tour, a enregistré des taux de croissance négatifs avec un taux de -5,18% en 1992 [10 ; p27], et puisque nous sommes sur le court terme, chacun des taux d'inflation et du déficit budgétaire est impacté par ces mauvaises performances des taux de croissance où le déficit budgétaire a atteint -8,7% en 1993. Les mauvais résultats des taux de croissance a conduit à une détérioration du niveau de la consommation individuelle de l'ordre de 3% l'an sur toute la période [24 ; p18].

In fine, on voit bien, à travers toutes ces statistiques, la nature rentière de l'économie nationale étroitement liée aux hydrocarbures dont les performances sont déterminées par des variables externes.

A ce stade, on ne peut donc parler de politique de croissance car on est dans un état de crise du point de vue du cycle économique, à l'exception de secteur agricole, qui a réalisé des taux de croissance annuels moyen de 5,4% [24 ; p17] au moment où le secteur industriel a subi un recul important ;

- Pour ce qui est de son attraction de la droite vers le centre, en raison du recul de la balance des paiements depuis 1986 à 1991 à raison de -0,53 milliards \$ en moyenne*, en conséquence de quoi, l'Algérie a recouru aux prêts du FMI à partir de 1989 jusqu'en 1991. La balance des paiements est redevenue positive à partir de 1992, sous l'influence de la reprise des prix du pétrole ; en raison de la guerre du golf à laquelle s'ajoute la dévaluation de la monnaie nationale dans le contexte des programmes de réforme, situation qui n'a pas duré longtemps avec le retour des déficits (à -0,01milliard \$) à partir de 1993 mettant le pays, encore une fois, en cessation de paiement, la conduisant aux portes du FMI, avec, cette fois-ci, la nécessité de recourir à un rééchelonnement de sa dette.

Ainsi, ces résultats et d'autres ont conduit l'Algérie au FMI pour rééchelonner sa dette et mettre en œuvre les programmes de réforme vers l'économie de marché. Toutefois, les programmes d'ajustement structurel ont-ils parvenus au rétablissement des équilibres macro-économiques, avec ou sans coûts sociaux ?

III) l'évaluation de la politique économique sur la période 1994-1998

* Calculer par l'auteur sur la base des statistiques de la Banque d'Algérie et de la Banque mondiale.

Pour cette période, on observe pratiquement la même forme avec, toutefois, une légère diminution du déficit de la balance de paiements comparativement à celui de la période précédente. Pour les années 1997 et 1998, on note une amélioration de l'inflation, de la croissance et de la balance des paiements. Toutefois, le carré de la période a connu un étirement considérable vers le bas, en raison des taux de chômage élevés qui n'ont pas encore trouvé de solutions dans le cadre des programmes d'ajustement structurel. Pour tout cela, nous allons présenter, plus en détail, les politiques économiques relatives à cette période.

- Sur le plan de la politique de croissance, on note une amélioration par le haut du carré, grâce au retour des taux de croissance positifs à partir de 1995 (3,80%), et qui a cru d'année en année pour atteindre 5,1% en 1998. Ces résultats ont été réalisés grâce aux rebonds des prix du pétrole qui ont atteint 21,70\$ en 1996 ; la croissance du secteur des hydrocarbures, avec 7% pour la même année ; en plus de la croissance hors secteur des hydrocarbures, principalement le secteur agricole avec 5,1% en 1998. En revanche, le secteur industriel reste toujours marqué par ses taux de croissance négatifs, jusqu'en 1998 (-7,2% en 1997) [10 ; p27], en raison des problèmes de gestion dans lesquels il baigne avant même la crise pétrolière de l'année 1986.

Ainsi, grâce aux taux de croissance positifs réalisés, le solde budgétaire par rapport au PIB a marqué un excédent de 2,5% en 1997 [24 ; p18].

- Sur le plan de la politique monétaire et de change, les taux d'inflation élevés enregistrés sur cette période, et qui ont atteint les deux chiffres ; c'est-à-dire 29,8% en 1995 [18] peuvent, de notre point de vue, s'expliquer par un certain nombre de facteurs tels que :

- Les dévaluations successives de la monnaie nationale, avec 50,5% en 1994, 63% en 1995, 15% en 1996 et 5,4% en 1997 [30 ; p24], ont augmentées les prix des marchandises importées, ce qui a impacté, puisque nous sommes en économie essentiellement importatrice, l'indice générale des prix à la consommation (IGPC) ;

- L'abandon, par l'Etat, de la politique des subventions, à côté du développement d'un marché parallèle qui, paradoxalement, a permis la création d'un pouvoir d'achat supplémentaire des agents économiques et qui a compensé, ne serait-ce que partiellement, la baisse de la demande sur le marché officiel ;

- La politique de la limitation des importations pour éviter les problèmes de balance extérieures, nous a plongés dans une économie de rareté qui a alimentée la pression inflationniste.

Ainsi, en réponse à cette situation, ont été établis le plafonnement pour l'expansion de la masse monétaire, et la suppression des séances de détermination des taux de change de la Banque d'Algérie. Après création du marché de change interbancaire en 1995, en tant que préalable à sa libéralisation ; ont également été mis en place des bureaux de change en décembre 1996.

Malgré toutes ces dispositions, la baisse des taux d'inflation n'a été effective qu'à partir de 1997 pour atteindre 5,1% en 1998, même si on a noté un recul des taux durant les années d'application du programme d'ajustement structurel.

- Sur le plan de la politique financière, les pouvoirs publics ont réussi à contrôler la situation financière globale depuis 1994, transformant le déficit budgétaire estimé à 8,7% du PIB en 1993 en un excédent de 2,4% en 1997 [27 ; p36], de même que le programme d'ajustement structurel a réussi à améliorer les recettes publiques grâce à un paquet de disposition visant à renforcer le système fiscal et à en élargir l'assiette [29 ; p187-220].

- Sur le plan de la politique sociale, sous l'effet négatif des restructurations de l'économie et devant la hausse des taux de chômage qui ont atteints 29% en 1998, et avec l'abandon par l'Etat de ses responsabilités sociales, on a été en présence de la hausse des taux de pauvreté qui ont atteints 14% de la population avec un revenu de 311\$ par an et par habitant [22 ; p86]. Ainsi, pour faire face à cette situation, l'Etat s'est employé à augmenter le SNMG de 2500DA en 1993 à 6000DA en 1998 [15], à quadrupler les allocations familiales en 1998 comparativement à 1994, à mettre en place une allocation scolaire dans la cadre du filet social [7 ; p48], et enfin, à une contribution publique, dans le secteur du logement, estimée à 2,8% du PIB en 1998, avec la participation du secteur privé dans ce processus ;

- Sur le plan de la politique de l'emploi, si le rétablissement des équilibres économique et financier est une condition nécessaire, elle reste, toutefois, insuffisante pour assurer la réussite de la relance économique et l'achèvement du processus de transition vers l'économie de marché. De plus, ces réformes n'ont pas réussis une restructuration satisfaisante des entreprises publiques. Ainsi, l'idée selon laquelle le secteur industriel public est le principal générateur de la richesse et de l'emploi en Algérie n'est plus le cas. En effet, des 1100 entreprises publiques, plus de 70% se trouvent en situation de déficit chronique, avec une dette cumulée de 15 milliards de \$, et seulement 30% sont récupérables [13 ; p16] avec un coût de pas moins 53 milliards de \$ au trésor public. Ce qui constitue un fardeau considérable par rapport aux capacités économiques du pays en cette période et en l'absence de garanties quant à la réussite de l'opération ;

- Sur le plan de la politique industrielle, le taux d'utilisation des capacités de production est tombé à 46,7% en 1995 [21 ; p8] concernant les branches qui utilisent des biens intermédiaires importés (bois, textiles et papiers), ainsi que les branches dont les unités de production connaissent des taux de panne élevés en raison de la vétusté de leurs équipements (ferroserie, matériaux de construction, chimie et plastique). Il est vrai que l'industrie nationale est liée, de par ses activités, à l'extérieur ; avec une part élevée des biens intermédiaires importés par rapport à la valeur ajoutée créée qui se rapproche des 58% en 1994 [21 ; p8], en revanche, un manque flagrant de compétitivité des produits industriels nationaux a créé un déficit structurel de la balance commerciale industrielle avec un taux de couverture des importations par les exportations de moins de 4% en moyenne à la fin des années quatre-vingt-dix, à côté, la baisse de la demande intérieure sur les produits de ce secteur a contribué à créer des stocks équivalents à 2,5 mois du chiffre d'affaires de ces entreprises en 1995. Pour faire face à cette situation, un certain nombre de réformes ont été initiées :

○ Mise en place d'une nouvelle loi sur l'investissement en 1993 qui a unifiée les régimes en abolissant la distinction entre opérateurs privés et publics, nationaux ou étrangers ;

○ Création d'une agence pour le soutien à l'investissement (APSI) pour faciliter les procédures ;

○ Création d'un guichet unique qui englobe, dans un même lieu, tous les organismes et services en charge des incitations et documents administratifs nécessaires et facilitant la réalisation et l'exploitation des projets d'investissement, et dans un délai maximum qui ne devrait dépasser les soixante jours ;

○ Un programme de privatisation d'un certain nombre d'entreprises publiques, où on a substitué les fonds de participation, qui géraient les entreprises publiques au profit de l'Etat, par des holdings en juin 1996 et aux quels on a accordé la possibilité de cession des actions des entreprises qui composent leurs portefeuilles ;

○ Une politique industrielle qui vise à une restructuration industrielle publique à travers une filialisation des unités industrielles homogènes, et la cession des actifs des activités secondaires, la requalification de leur personnel, l'arrêt des subventions du trésor pour les entreprises qui se sont avérées non rentables...etc ;

○ La promotion des PME-PMI par la mise en place d'un fonds pour le financement des études de rentabilité, payables par ces nouveaux investisseurs à travers un crédit, en plus de la création d'un fonds, cette fois-ci, financé par l'Etat, pour les aider à créer leurs propres entreprises sur la base du critère de la rentabilité, ce qui constitue pour eux une garantie auprès des banques commerciales.

Dans ce qui précède, nous concluons que l'économie nationale, à travers les réformes économiques volontaires ou celles dirigées par le FMI, a pu réaliser, d'un côté, quelques succès comme le retour de la croissance, la libéralisation des taux de change, le contrôle de l'inflation, l'ajustement de la politique monétaire et financière...etc. de l'autre, a failli à certains objectifs tels que:

- Les exportations hors hydrocarbures qui ont stagnées à moins de 3% de l'ensemble des exportations en 1998 [30 ; p56] ;

- Les taux de croissance industriels, qui sont restés négatifs sur toute la période des réformes, avec -8,6% et -7,2% pour les années respectives 1996,1997 [10 ; p27], en raison de la mauvaise situation de certaines entreprises du secteur public par la dissolution de quelques unes et l'arrêt de production d'autres. Cette situation a causé la réduction de la production industrielle et, avec, le volume des importations des intrants industriels, causant, ainsi, la baisse de l'esprit entrepreneurial parmi les nombreux industriels et hommes d'affaires, dont un grand nombre se sont tournés vers les activités commerciales ;

- Les taux de chômage qui demeurent élevés, en particulier chez les jeunes de 20-24 ans estimés à 36,5% des chômeurs et 56,3% de la population active [16 ; p21]. La crise du chômage a débuté en 1986 et s'est accrue avec l'application

des programmes d'ajustement structurel et les licenciements de masse des salariés dans le secteur public suite à la fermeture d'un certain nombre d'entreprises.

Sur ces résultats, ont, ainsi, été clôturés les accords avec le FMI qui ont permis, relativement, de créer un environnement économique stable, mais avec un isolement de l'Algérie sur le plan politique et un taux de chômage élevé. Situation qui ne peut compter sur le jeune secteur privé pour son traitement, ce qui a nécessité l'intervention de l'Etat renforcé par l'aisance financière qu'a connue l'Algérie à partir de cette période, et le changement, en 1999, de l'équipe dirigeante à la tête de l'Etat qui a essayé de trouver, d'un côté, des solutions politiques, à travers la concorde civile et la réconciliation nationale, et de l'autre, des solutions économiques, à travers les différents programmes nationaux de relance et de soutien à la relance économique et d'autres qui sont actuellement en cours.

IV l'évaluation de la politique économique sur la période 2000-2010 :

En comparant les carrés des deux périodes 2000-2004 et 2005-2010, on observe durant la période de relance économique une maîtrise sur l'axe de l'inflation avec une attraction des carrés de ces périodes vers le centre, avec en plus, une augmentation des taux de croissance qui ont poussés vers le haut. En revanche, il faut noter les efforts des différentes politiques économiques pour lutter contre le chômage, en dépit de sa persistance jusqu'en 2004 ; et une amélioration des équilibres financiers extérieurs sur l'axe de la balance des paiements avec un étirement vers la droite.

Pour ce qui est du programme de soutien à la relance économique, comparativement au carré de la période précédente, on remarque un rétrécissement du bas vers le centre qui signifie une capacité plus grande dans la maîtrise des taux de chômage et un étirement considérable vers la droite du fait de l'amélioration significative de la situation de la balance des paiements grâce au raffermissement des prix du pétrole dépassant le seuil des 100\$ le baril. Tous ces résultats étaient le fait de l'application d'un certain nombre de politiques publiques qui feront l'objet d'une évaluation dans ce qui suit.

- Sur le plan de la politique de croissance, on remarque une augmentation notable des taux de croissance durant la période du programme de relance économique. Toutefois, c'est une économie qui reste rentière du fait de sa dépendance des prix du pétrole qui ont connus une augmentation significative pour avoir atteint les 38,66\$ en 2004 [4 ; p 71-72]. Ces résultats sont également, principalement et incontestablement le fait de l'investissement réel public, avec une croissance de 11,94% en 2001, après avoir été négatif durant les deux années précédentes (-11,67% en 1999 et -7,40% en 2000), pour diminuer à 2,59% au terme du programme de relance économique avec une moyenne de 21,02% du PIB en 2004*.

Le taux de croissance maximal qu'a connu cette phase est de 6,8% en 2003 dont une croissance hors hydrocarbures et agriculture de 4,4%, BTP 5,8%, services 5,7% [23 ; p4], hydrocarbures 8,8% et agricole 14% grâce au PNDA, le secteur industriel, hors hydrocarbures, continue d'enregistrer des résultats faibles et parfois négatifs (-0,3% en 2001, 0,4% en 2004) [19].

* Calculer par l'auteur sur la base de la référence n°26 ; p.72.

La croissance économique est donc principalement le fait du secteur public et non privé. Celui-ci, rencontre de nombreux problèmes évoqués par le FMI dans son rapport de 2000.

Concernant l'IDE, le gouvernement a recensé 243 projets, où les USA, la France, l'Italie et l'Espagne sont les investisseurs les plus importants, alors que les secteurs concernés sont principalement les hydrocarbures, et la pharmacie. L'Algérie a donc profité d'une situation internationale favorable depuis 1999 et l'amélioration du marché pétrolier pour réaliser une croissance économique. Ces performances sont bien évidemment rendues possibles par la croissance des investissements effectués par l'Etat dans le cadre des programmes de relances réalisés durant cette période. C'est donc essentiellement une croissance soutenue par l'investissement public dans les infrastructures de base.

Concernant le programme de soutien à la relance économique, au vu de notre graphe, hormis l'amélioration des taux de chômage, les tendances ne diffèrent pas beaucoup de la période qui l'a précédée; les taux de croissance sont tombés à 3% en 2007, 3,3% en 2010. Ces résultats peuvent être attribués au déclin des prix du pétrole à partir de 2008, sous l'effet de la crise financière, passant de 99,97\$ à 65,25\$ en 2009 et 80,15\$ en 2010 ; ainsi qu'à d'autres résultats :

- Pour le secteur du BTP, celui-ci a connu des taux de croissance considérables qui ont atteint 9,8% en 2008 et 6,6% en 2010 [11 ; p22] avec un volume d'investissement de près de 1148 milliards \$, en raison de la croissance de la demande publique et des dépenses d'équipement (25% depuis 1999) ; afin de créer des infrastructures de base dans le cadre de 19 plans sectoriels constituant le SNAT 2025 ; et pour résoudre les problèmes de la concentration de la population dans les zones côtières, des risques majeurs, de la transition vers une société urbaine, de la rareté des ressources hydriques et des terres agricoles et enfin, de la nécessité de préserver l'environnement ;

- Pour le secteur des hydrocarbures, celui-ci a connu une baisse avec -6% en 2009 et -2,6% en 2010 en raison de la baisse de la production de pétrole, attribuée à des problèmes de maintenance ; à la faiblesse de la demande internationale sur le gaz algérien et à la concurrence féroce imposée par certains pays sur les marchés traditionnels de l'Algérie, principalement l'Europe et les USA où il ya eu découverte du gaz de schiste. En revanche, il ya eu une amélioration, de 6,8% en 2007 et 8,8% en 2009 [5 ; p174], dans le secteur des services. De ce fait, les résultats de la croissance en Algérie sont le résultat d'une forte activité dans le secteur du BTP et des services.

- Pour le secteur industriel public hors hydrocarbures, il a connu une dégradation continue, avec -3,4% en 2006, +0,4% en 2009 et -2,5% en 2010 [20], en raison de la détérioration des capacités de production ainsi que les difficultés auxquelles font face les PME* publiques, en plus d'autres problèmes liés au foncier industriel.

- Sachant que le secteur industriel privé participe à 51% de la valeur ajoutée totale du secteur industriel, avant de passer à 55% en 2007 [8], il est donc

* Problèmes liés aux privatisations, à la mise à niveau, à leurs réhabilitations...etc. en plus de l'absence de stratégies industrielles,

nécessaire de revoir la stratégie industrielle qui devra prendre en considération la prépondérance du secteur privé par rapport au secteur public ;

○ Pour ce qui est du secteur agricole, il a connu une amélioration significative de son taux de croissance après l'allocation de 360 milliards DA, dans le cadre du programme de soutien à la croissance économique, et l'amélioration des conditions climatiques. Les taux de croissance sont passés de 1,9% en 2005 à 6% en 2007, avant de tomber à -5,3% en 2008 et de s'améliorer à 6% en 2010, un objectif souligné par le programme du NEPAD jusqu'en 2015. Soulignons toutefois, que ce secteur ne participe qu'à hauteur de 8% du PIB.

Concernant les dispositions prises dans le cadre de ce programme, on peut citer la stratégie adoptée dans le PNDA pour remplacer les terres, consacrées à la céréaliculture et à faible rendement, par la plantation des arbres fruitiers. Bien que la production céréalière a augmenté de 43 millions de tonnes en 2007, elle reste en deçà du volume de la demande estimée entre 60 et 70 millions de tonnes par an [11 ; p19], alors que la production de la pomme de terre a connu d'un côté, un déséquilibre dans l'offre, et de l'autre, une augmentation des prix. Cette situation a poussé l'Etat à mettre en place le SYRPALAC** en 2008 ; où l'Etat prend en charge les frais de transport, d'assurance et de stockage, il offre, aussi, une subvention pour assurer un prix à la consommation autour de 25DA le kg. Ce système est prévu pour être étendu à d'autres produits à caractère stratégique. Comme on peut citer les contrats de performances mis en place, et qui s'étendent sur la période 2009-2013, au niveau de toutes les wilayas pour intensifier la production de certains produits comme les céréales, les légumes secs, le lait, la pomme de terre, les huiles, les dattes, les semences et les plants, l'élevage, la viticulture, en plus d'octroyer des prêts sans intérêts pour les agriculteurs. Toutes ces mesures visent à lutter contre la dépendance alimentaire qui peut hypothéquer tous les efforts de réforme si les prix du pétrole venaient à nous trahir à l'avenir.

- Sur le plan de la politique financière et des équilibres extérieurs, l'Algérie ; ayant tiré les leçons du passé, et pour éviter les risques de l'endettement et protéger les investissements publics de la volatilité des prix des hydrocarbures ; un fonds de régulation des recettes (FRR) a été créé, en vertu de la loi de finance complémentaire de l'an 2000, pour recevoir les excédents des recettes de la fiscalité pétrolière dépassant les estimations de la loi de finance concernant le prix de référence du baril de pétrole sur lequel elle est basée (19\$). Les recettes de ce fonds sont utilisées pour compenser les pertes fiscales éventuelles résultantes de la baisse des prix du baril de pétrole en deçà du prix de référence établi. Elles sont, aussi, utilisées pour réduire l'endettement public ; c'est, en effet, grâce aux revenus de ce fonds que le ratio du service de la dette par rapport aux exportations est passé de 22,2% en 2001 à 16,6% en 2004, tandis que le ratio de la dette par rapport aux exportations a chuté entre 2001 et 2010 en passant, respectivement, de 1,12% à 0,10%, de même que le montant de la dette, à long et moyen terme, a reculé à 5,45 milliards \$ en 2010 grâce à une politique de remboursement par anticipation.

Grâce à la reprise des prix du pétrole, qui ont atteint en moyenne 29,24\$ entre 2001 et 2004, les réserves de change ont atteint 40 milliards \$ en 2004 [23 ; p4], 143,08

** Syrpalac: Le système de régulation des produits agricoles à large consommation.

milliards \$ en 2008 et 162,22 milliards \$ en 2010 [5 ; p174], de même, les recettes du FRR sont passées de 1841,3 milliards DA en 2005 à 2288 milliards DA en 2008 et à 1318,3 milliards en 2010 [5 ; p174], tandis que la balance des paiements a enregistré un excédent de 15,58 milliards \$ en 2010 que nous montre bien l'étirement vers la gauche du carré magique de la période du programme de soutien à la relance économique. Cette aisance financière a donné une capacité de remboursement de la dette extérieure, sachant que l'Algérie a cessé le recours à des prêts extérieurs, et de financement des grands projets d'investissement dans le cadre du programme de soutien à la croissance économique, illustré par le taux d'investissement qui s'élève à 58,9% en 2008, sachant que le prix de référence du baril de pétrole est passé à 37\$ et la part des recettes fiscales pétrolières à 44% des recettes publiques. Ce qui était également derrière un déficit budgétaire de 34,95% du PIB en 2008 contre 29,2% en 2007 [9] ;

- Sur le plan de la politique sociale et de la politique des revenus, elles ont, toutes les deux, été utilisées pour lutter contre la pauvreté, en particulier dans le milieu rural, ce qui a contribué à l'accroissement, de 20% en 2003, des transferts sociaux, pour arriver à 13,6% du PIB en 2008, où on enregistre de nouvelles dispositions de soutien des prix qui ont coûtées 2,8 milliards \$ au trésor [9], ainsi que l'augmentation des salaires entre 2003 et 2004 puis 2006 et 2007 et d'autres qui ont suivi dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de la fonction publique, qui ont été derrière l'amélioration du PIB par habitant de 1800\$ en 2000 à 5035\$ en 2008 [5]

Grâce au retour de la croissance et aux programmes de création d'emplois, on a enregistré un recul du chômage, comparativement à la phase d'ajustement structurel, tout en restant encore élevé ; aux environs de 17,70% en 2004, mais a continué à baisser jusqu'à atteindre 10% en 2010, durant le programme de soutien à la croissance économique. Toutefois, la structure du chômage reste dominée par le chômage des jeunes* (plus de 30% en 2008 [11], avec 1,22 millions de postes d'emploi créés entre 2005 et 2007, où le secteur de l'agriculture, du BTP et des services se sont accaparés la part du lion. A côté de ces chiffres bruts de l'emploi et du chômage il y a lieu de retenir :

- L'augmentation de la part des emplois précaires dans l'emploi total. En effet, 90% des emplois créés durant la période 2001/2005-2006 sont des emplois d'attente [2 ; p148], et le taux de permanisation ne dépasse pas 12% [11 ; p27], et avec l'augmentation des contrats de travail à durée déterminée (CDD) cela représente autant d'emplois précaires ;

- L'utilisation par les entreprises étrangères, qui sont actrices dans la réalisation des différents projets des programmes de relance économique, d'une très importante main d'œuvre étrangère ;

* Le taux de chômage de la tranche d'âge de moins de 20 ans est estimé à 25%, alors que celui des 15-24 ans est de 23% en 2008. Ce qui représente le double du taux de chômage global ; en raison de la faible qualification des jeunes diplômés qui représentaient 20% des chômeurs, 43% d'entre eux avaient un niveau moyen, 14% étaient au niveau du primaire et 2,1% sans aucun niveau d'étude. Ce qui reflète un déficit de savoir faire de ces offreurs d'emplois et une augmentation importante de la durée du chômage chez eux.

○ Ces différents chiffres sur le chômage sont à relativiser par la taille de l'emploi informel, qui a pris une ampleur de plus en plus croissante durant et depuis la décennie 1990.

Seulement, le relèvement du niveau du SNMG de 12000 DA en 2008 à 15000DA en 2010 [15], soit à un rythme supérieur à celui de l'inflation, a amélioré le pouvoir d'achat des ménages, où on a enregistré une augmentation, en moyenne, de 4% de la consommation depuis 2005. Tandis que l'on a noté, suite aux augmentations salariales, un engouement des ménages pour l'épargne, dont le taux est passé de 13% durant les années quatre-vingt-dix à 27% en 2006. Globalement, on peut dire que les deux politiques ont permis une amélioration du niveau de vie des citoyens ;

- Sur le plan de la politique monétaire et de la politique de change, et sous l'influence de l'intervention de l'Etat dans l'ajustement des marchés et le soutien apporté aux produits de large consommation, à travers le SYRPALAC, le taux d'inflation est passé de 3,5% en 2007 et 4,4% en 2008 à 3,9% en 2010, de plus, ce dernier peut aussi être attribué, en partie, à l'inflation importée du fait de l'augmentation des prix des produits alimentaires sur les marchés internationaux et de l'augmentation de la demande après les hausses des salaires enregistrées. Ainsi, tous les facteurs qui concourent à une hausse de la demande sont réunis dans le cadre d'une offre rigide, en plus du niveau élevé de la liquidité dans l'économie, où la masse monétaire a atteint 24,2% en 2007 avant qu'elle ne soit maîtrisée à 3,1% en 2009 et 13,8% en 2010 ; sous l'effet de la hausse des investissements publics.

Malgré un environnement international caractérisé par des pressions inflationnistes importantes sur les produits à large consommation, la maîtrise de l'inflation a été rendue possible grâce aux conditions climatiques favorables, qui ont, positivement, influées sur les prix des produits agricoles ; et à l'augmentation du taux de réserve obligatoire à partir de janvier 2008 à 8% au lieu de 6,5% [9].

En dépit de la relative stabilité des taux de change du dinar par rapport au dollar depuis 2001, il ya lieu de noter, au niveau de la politique de change, une détérioration du taux de change de dinar par rapport à l'euro ; passant de 69,44 DA en 2000 à 101,2 DA en 2009 [18], si, en plus, on doit noter que 60% de nos importations proviennent de l'UE, surtout après l'accord d'association passé en 2002, on est en face d'une perte de change (dollar contre euro) qui risque d'hypothéquer nos réserves de change, libellées en majorité en dollar, et d'augmenter la facture d'importation. Ce qui appelle à l'urgence d'un certain nombre d'actions pour réduire les risques de change par la diversification des exportations hors hydrocarbures pour se libérer de la dépendance alimentaire qui occupe la part prépondérante de nos importations.

Sur la base de ce qui précède, il est clair que les taux de croissances réalisés étaient dus à une forte intervention de l'Etat, à travers sa politique de la croissance par la demande. De plus, l'approche adoptée par l'Etat et tous les agents économiques, dans le cadre de l'investissement public, s'appuie sur la volonté de consommer les crédits alloués indépendamment d'un choix judicieux des projets. Bien que l'Etat ait fait des efforts considérables pour lutter contre la pauvreté, ceux là restent insuffisants pour relancer la croissance et absorber le chômage. Ainsi la diffusion, non cohérente et sans stratégie claire, des investissements publics vers divers secteurs, et des programmes de relance économique ne peuvent se résumer sous forme de plis financiers alloués à la lumière d'un environnement économique peu ou prou transparent.

Conclusion :

In fine, on conclut qu'au regard des carrés relatifs aux différentes périodes considérés, il n'en demeure pas moins qu'en l'absence d'une croissance, hors hydrocarbure, forte et durable génératrice, annuellement, d'un volume important de créations d'emplois, le devenir de notre économie dans sa configuration actuelle serait sérieusement hypothéqué car une croissance plus forte s'accompagnant d'une baisse du taux de chômage peut améliorer significativement la situation économique.

En effet, l'analyse empirique de la dynamique des branches économiques particulières, comme la téléphonie, la sidérurgie, la cimenterie, les mines, révèle que le potentiel de croissance y est important...; de même que pour l'examen des branches moins dynamiques, comme l'agriculture, le tourisme, les transports aérien et maritime, la construction ou les nouvelles technologies montre qu'un potentiel important de croissance y est gelé, faute de stratégie et de politique adéquates.

Ainsi, grâce à la marge de manœuvre qui existe encore dans son économie, l'Algérie, possède des atouts considérables et des opportunités importantes de substitution aux importations et de promotion des exportations, pourvu qu'elle fasse bon usage de ses réserves financières afin de consentir les investissements nécessaires au développement de son économie en s'industrialisant et en investissant sur la formation de sa jeunesse aux métiers de demain pour pouvoir relancer et diversifier son économie et occuper ces masses importantes de main d'œuvre inexploitées et sortir de sa dépendance vis-à-vis des hydrocarbures dont les revenus jouent comme une désincitation aux réformes devant donner lieu au développement économique et à la croissance sources de création d'emplois.

L'Etat a, en effet, injecté des milliards de dollars dans des opérations d'assainissement financiers des entreprises publiques et en crédits non recouvrables malgré l'obsolescence de leurs outils de production. Ces capitaux auraient pu servir à créer plus d'emploi qu'ils n'en ont préservé. D'après des experts*, le montant des fonds mobilisés par l'Etat au profit de ces entreprises n'aurait servi, tout compte fait, qu'à préserver 400000 emplois, alors qu'ils pouvaient en créer neuf fois plus s'ils étaient investis dans des secteurs à croissance potentielle.

Références:

1. Abdelatif Benachenhou, Expérience algérienne de la planification et de développement 1962/1982, OPU, Algérie, 1982 p 249.
2. Abdennour Ghris, « L'investissement et ses effets sur le développement économique. cas de l'Algérie », thèse de doctorat d'état en science économique, Université d'Alger, 2006-2007.
3. Ahmed Ben bitour, l'expérience algérienne de développement 1962-1992: leçons pour l'avenir, édition techniques de l'entreprise/ISGP, Alger, février 1992, p 13.
4. Banques d'Algérie, statistiques monétaires 1964-2005, op.cit, p71-72.
5. Banque d'Algérie, rapport 2010, p 174.
6. Banque mondiale.
7. Baya Arhab, les effets sociaux du P.A.S dans le cas de l'Algérie, Cahiers du CREAD, N°46-47, p48.

* Intervention d'Abdelhak Lamiri au think-tank « Défendre l'entreprise » du journal quotidien Liberté à Alger le 18/06/2011.

8. CNES, Etat économique et sociale de la nation 2005-2006-2007, novembre 2008.
9. CNES, Note de conjoncture du premier semestre 2008, division des études économiques, éléments de synthèse, novembre 2008.
10. CNES, Rapport sur la conjoncture économique et sociale du second semestre 1997, avril 1998, p27.
11. CNES, Rapport sur la conjoncture économique et sociales 2005-2006-2007, p 22.
12. Houcine Benissad, "la formation économique de l'Algérie et le dualisme," revue : mondes en Développement, N°81, 1980, p132.
13. Messaoud Medjitna, "caractéristiques essentielles actuelles de l'économie algérienne", revue des sciences économiques de gestion et sciences commerciales, N°10, 2004, p16.
14. Ministère des finances.
15. Ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale
16. Mohammed Bedrouni, "situation de l'emploi, du chômage et des inégalités sexuées", revue des sciences économiques de gestion et de commerce, N014, 2006, p21.
17. Omar Hadjene, Problématique du système de retraite en Algérie, thèse de doctorat es sciences économiques, Université d'Alger3, 2011/2012, p 89.
18. ONS
19. ONS, L'Algérie en quelques chiffres, édition 2004, résultats 2002, N032.
20. ONS, L'Algérie en quelques chiffres, édition 2008, résultats 2002, N037.
21. Rabah Abdoun, "un bilan du programme de stabilisation économique en Algérie (1994-1998), colloque organisé par le CREAD et ANDRU, Alger, 1994, p8.
22. المجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي، لجنة التقويم، تقرير حول الظرف الاقتصادي والاجتماعي للسداسي الأول من سنة 1998، الدورة الثانية عشر، نوفمبر 1998، ص 86
23. المجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي، لجنة التقويم، مشروع التقرير حول الظرف الاقتصادي والاجتماعي للسداسي الثاني 2003، جوان 2004، ص 4.
24. صالح تومي، "ماذا تحقق في الجزائر بعد أكثر من عقد من التحول الاقتصادي"، مجلة العلوم الاقتصادية والعلوم التجارية و علوم التسيير، جامعة الجزائر3، العدد رقم 11، 2004، ص 18.
25. فارس فضيل، "الإستثمار الأجنبي المباشر-حالة الجزائر-"، رسالة ماجستير غير منشورة، كلية العلوم الاقتصادية والعلوم التجارية و علوم التسيير، 1997-1998، ص 120.
26. عيسى شقيب، "محاولة بناء نموذج اقتصادي قياسي كلي للاقتصاد الجزائري(1970-2005)، أطروحة دكتوراه علوم غير منشورة، كلية العلوم الاقتصادية وعلوم التسيير والعلوم التجارية، جامعة الجزائر3، 2008-2009، ص72.
27. كريم الناشبي و آخرون، الجزائر تحقيق الاستقرار و التحول نحو اقتصاد السوق (واشنطن، صندوق النقد الدولي، 1998)، تقرير صندوق النقد الدولي حول الجزائر، ص36.
28. محمد بلفاسم حسن بهلول، الجزائر بين الأزمة الاقتصادية والأزمة السياسية، مطبعة دحلب، الجزائر، 1993، ص44.

29. ناصر مراد، تقييم فعالية الإصلاح الضريبي في الجزائر، مجلة علوم الاقتصاد والتسيير والتجارة، العدد 09، 2003، ص 187-220.

يوسف ببيي ، "الثابت و المتغير في إصلاح سياسة التجارة الخارجية في الجزائر"، مجلة علوم الاقتصاد والتسيير و التجارة، جامعة الجزائر3، العدد 16، 2007، ص50.